

SOLIDARITÉS

ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MÉDICO-SOCIAUX

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Direction générale de la cohésion sociale

Direction générale de la santé

Direction de la sécurité sociale

Circulaire interministérielle DGCS/SD5C/DGS/DSS n° 2012-199 du 7 juin 2012 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2012 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, appartenance de coordination thérapeutique (ACT), lits halte soins santé (LHSS), centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour les usagers de drogues (CAARUD), communautés thérapeutiques (CT), centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA), lits d'accueil médicalisé (LAM) et l'expérimentation « Un chez-soi d'abord »

NOR : AFSA1223712C

Validée par le CNP le 16 mai 2012. – Visa CNP 2012-137.

Date d'application : immédiate.

Catégorie : mesures d'organisation des services retenues par le ministre pour la mise en œuvre des dispositions dont il s'agit.

Résumé : la présente circulaire notifie les dotations régionales de dépenses médico-sociales pour les ESMS accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques pour 2012. Elle fixe les modalités de mise en œuvre des mesures nouvelles pour ces mêmes structures.

Mots clés : ONDAM, établissements médico-sociaux pour personnes confrontées à des difficultés spécifiques, mesures nouvelles, ACT, CAARUD, CT, CSAPA, LHSS, LAM, expérimentation « UN chez-soi d'abord ».

Références :

- Loi n° 2011-1906 du 21 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;
- Arrêté du 20 mars 2009 portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales en faveur de personnes en situation de précarité ;
- Arrêté du 19 mars 2012 portant prorogation d'agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales en faveur de personnes en situation de précarité ;
- Arrêté du 24 avril 2012 fixant pour l'année 2012 l'objectif de dépenses d'assurance maladie et le montant total annuel des dépenses des établissements mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles ;
- Arrêté du 2 mai 2012 modifiant l'arrêté du 11 avril, portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales « Un chez-soi d'abord » en faveur de personnes en situation de précarité ;
- Arrêté du 2 mai 2012 portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales « Un chez-soi d'abord » en faveur de personnes en situation de précarité sur le site de Paris ;
- Arrêté du 6 juin 2012 fixant les dotations régionales de dépenses médico-sociales des établissements et services médico-sociaux publics et privés mentionnés à l'article L. 314-3-3 du code de l'action sociale et des familles.

Annexes :

- Annexe I. – Premières notifications régionales pour 2012.
- Annexe II. – Bilan ACT au titre de 2011.

Annexe III. – Prise en charge des joueurs excessifs ou pathologiques.

Annexe IV. – Mesures nouvelles 2012 CSAPA référents.

Annexe V. – LHSS en 2012.

La ministre des affaires sociales et de la santé et le ministre de l'économie, des finances et du commerce extérieur à Mesdames et Messieurs les directeurs généraux des agences régionales de santé.

L'ONDAM spécifique prévu à l'article L. 314-3-2 du code de l'action sociale et des familles concerne les structures suivantes :

- ACT (appartement de coordination thérapeutique) ;
- CAARUD (centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogue) ;
- CSAPA (centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie) ;
- LHSS (lits halte soins santé) ;
- actions expérimentales : Samu social de Paris, LAM (lits d'accueil médicalisé) depuis 2009, « Un chez-soi d'abord » depuis 2011.

L'ONDAM 2012 pour les établissements médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques progresse de 5,9 % par rapport à l'année précédente. Le montant en dépenses autorisées médico-sociales correspondant à cet objectif est fixé par l'arrêté fixant l'ONDAM médico-social pour personnes ayant des difficultés spécifiques en date du 24 avril 2012.

De manière similaire à l'ONDAM médico-social, l'objectif global de dépenses (OGD) est construit en 2012 pour permettre le financement de mesures d'actualisation de la masse salariale, d'extension en année pleine (EAP) des mesures nouvelles ouvertes en cours d'année précédentes (CSAPA, ACT et LHSS en 2012) et de mesures nouvelles à compter de leur installation.

Il est par ailleurs rappelé le caractère strictement limitatif des enveloppes de crédits qui vous sont annuellement déléguées au titre du financement du fonctionnement de ces établissements et services, conformément aux dispositions de l'article L. 314-3-2 du CASF, comme cela avait déjà été précisé dans la circulaire interministérielle DGCS/5C/DSS/DGS n° 2011-144 du 28 avril 2011 relative à la campagne budgétaire pour l'année 2011 des établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes confrontées à des difficultés spécifiques, et notamment dans son annexe II.

1. Les mesures de reconduction en 2012

Au même titre que pour les établissements médico-sociaux accueillant des personnes âgées et des personnes handicapées relevant de l'objectif global de dépense, le taux d'évolution de la masse salariale pour 2012 a été fixé à 0,8 % lors de la conférence salariale qui s'est tenue le 30 janvier 2012. Cette augmentation se traduit par un taux d'actualisation des crédits des établissements et services concernés par la présente circulaire de 0,60 % dès lors que la masse salariale représente 75 % du budget des structures.

2. Les mesures nouvelles de création de places

2.1. Appartements de coordination thérapeutique

Les appartements de coordination thérapeutique prévus au 9° du I de l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles sont des établissements médico-sociaux. Ils fonctionnent sans interruption et hébergent à titre temporaire des personnes en situation de fragilité psychologique et sociale et nécessitant des soins et un suivi médical, de manière à assurer le suivi et la coordination des soins, à garantir l'observance des traitements et à permettre un accompagnement psychologique et une aide à l'insertion. Pour assurer leurs missions, les gestionnaires des appartements de coordination thérapeutique ont recours à une équipe pluridisciplinaire. Celle-ci comprend au moins un médecin, exerçant, le cas échéant, à temps partiel.

Le plan pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques (2007-2011) prévoit le doublement du nombre de places d'appartements de coordination thérapeutique (de 900 à 1800 places à échéance du plan), en veillant à ce qu'ils soient accessibles à l'ensemble des pathologies chroniques pour lesquelles un besoin est avéré.

Le plan national de lutte contre le VIH et les IST 2010-2014 et le rapport DGS-Plein sens (1) recommandent par ailleurs :

- de disposer autant que possible, sur un territoire, d'une palette de dispositifs d'accueil des personnes atteintes de maladies chroniques en situation de précarité pour répondre à des besoins différents ;
- de favoriser les conditions permettant un parcours vers l'autonomie au sein des ACT (favoriser au sein d'une même structure différentes modalités d'hébergement) ;

(1) Octobre 2010, <http://sante.gouv.fr/prise-en-charge-de-l-infection-a-vih.html>.

- d'améliorer la prise en charge des publics les plus difficiles et des publics spécifiques en ACT (pratiques addictives, troubles neurocognitifs et/ou psychiatriques, personnes sortant de prison) par le développement des compétences des équipes et de partenariats avec les réseaux et structures spécialisés du territoire ;
- de permettre l'accueil des accompagnants, notamment par la mobilisation du droit commun.

2.1.1. Répartition des mesures nouvelles 2012

Une enveloppe de 0,821 M€ a été réservée dans la construction budgétaire de l'ONDAM spécifique pour permettre la création/extension de trente-huit places en 2012, aux fins d'atteindre les 1 800 places constituant l'objectif du plan pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques (2007-2011).

Cette enveloppe correspond à la valorisation des places sur huit mois, soit à compter du 1^{er} mai 2012, sur la base d'un coût annuel à la place de 30 800 € en métropole et 36 839 € dans les départements d'outre-mer.

La répartition des crédits correspondant à ces trente-huit places est précisée en annexe I. Elle tient compte du caractère prioritaire de certaines régions, compte tenu des indicateurs de précarité, des demandes non satisfaites lors des dernières remontées par les ARS et des données issues de l'évaluation récente des ACT faisant état d'un manque global de capacités, particulièrement en Île-de-France.

2.1.2. Répartition des extensions en année pleine (EAP) pour les crédits alloués en 2011

La répartition des EAP des mesures nouvelles 2011 est détaillée en annexe I.

2.1.3. Remontées d'information

Les ARS devront transmettre à la DGS (katell.daniault@sante.gouv.fr) :

- le bilan des places d'ACT au titre de 2011 et la consommation des crédits (annexe II) (pour le 15 juillet 2012) ;
- dans le cadre de l'évaluation du plan pour l'amélioration de la qualité de vie des personnes atteintes de maladies chroniques, des éléments permettant d'apprécier la réalisation de la mesure du plan portant sur l'augmentation du nombre d'appartements de coordination thérapeutique au niveau de votre région (pour le 15 septembre 2012) :
 - le diagnostic régional concernant le dispositif des ACT : nombre de places et répartition territoriale ;
 - l'adéquation ou l'insuffisance du dispositif existant en réponse aux besoins : estimation de l'adéquation entre le nombre de places existantes et les besoins au regard du nombre de refus d'admission, de la précarité en région, des files actives de la région des patients atteints de pathologies chroniques, notamment celles fortement liées à la précarité (maladies cardiovasculaires, cancers digestifs...), des files actives de PVVIH, et notamment avec comorbidités...), des files actives de patients atteints d'hépatite C éligibles aux nouveaux traitements... ;
 - les enjeux en termes de couverture territoriale (la répartition actuelle est-elle adaptée aux besoins ?) ;
 - les bonnes pratiques mises en place et les points critiques concernant la qualité de la réponse (problèmes d'aval, de fluidité, de prise en charge des publics présentant des troubles neurocognitifs, des pratiques addictives...);
 - les besoins restant non couverts, le cas échéant, à la fin de ce plan en termes quantitatifs (nombre de places d'ACT).

2.2. Structures d'addictologie

2.2.1. Renforcement et création des structures d'addictologie

En 2012, 7 415 000 € de mesures nouvelles seront répartis entre les régions afin de renforcer les structures médico-sociales d'addictologie (CSAPA et CAARUD).

La répartition de ces crédits sera notifiée dans une circulaire à paraître au second semestre 2012.

2.2.2. Prise en charge des joueurs excessifs ou pathologiques

En 2012, 1 250 000 € de mesures nouvelles seront répartis entre les régions pour renforcer la capacité des CSAPA à prendre en charge les addictions au jeu.

La répartition de ces crédits sera notifiée au cours du second semestre 2012.

Dans cette perspective, il vous est demandé de bien vouloir faire parvenir à la DGS, bureau MC2 (dgs-mc2@sante.gouv.fr), l'annexe III relative à la prise en charge des joueurs excessifs ou pathologiques par les CSAPA, pour le 22 juin 2012 au plus tard.

2.2.3. Mise en place de CSAPA référents

Dans le cadre de la mesure 12.1 du plan d'actions stratégiques 2010-2014 « Politique de santé pour les personnes placées sous main de justice », 1 020 000 € sont consacrés en 2012 à la poursuite de la mise en place de CSAPA référents dans les établissements pénitentiaires.

Pour garantir l'action d'un acteur de terrain en matière de prise en charge à l'intérieur des établissements pénitentiaires et lors de la sortie, le plan propose de renforcer de 0,5 ETP de travailleur social les CSAPA qui, se trouvant à proximité des établissements pénitentiaires (hors établissements pour mineurs et centres de semi-liberté), sont identifiés comme intervenants privilégiés de cet établissement.

Les crédits alloués en 2011 ont permis de doter la majorité des CSAPA intervenants dans les établissements pénitentiaires. Les crédits 2012 doivent permettre de doter de nouveaux CSAPA ou de renforcer des structures déjà dotées.

Pour 2012, le coût d'un 0,5 ETP de travailleur social chargé a été valorisé à 19 206 €, contre 17 612 € en 2011.

Compte tenu de cet écart, un complément tenant compte de cette valorisation est donc attribué à l'ensemble des régions ayant reçu des dotations en 2011.

Par ailleurs, pour tenir compte du surcoût des structures dans les départements d'outre-mer, une majoration de 20 % leur est appliquée ; des crédits complémentaires au titre de 2011 leur sont attribués.

L'annexe IV détaille la répartition des mesures nouvelles 2012, ainsi que les compléments attribués au titre de 2011.

L'affectation de ces crédits aux CSAPA référents désignés relève de la compétence de chaque agence régionale de santé. Il est rappelé qu'il est nécessaire de désigner nommément un CSAPA référent pour chaque établissement, même si plusieurs CSAPA interviennent dans cet établissement.

Il vous est demandé de bien vouloir faire parvenir, pour le 15 septembre 2012 au plus tard, à la DGS, bureau MC2 (dgs-mc2@sante.gouv.fr), le nom des CSAPA référents désignés et d'indiquer le nom et la localisation des établissements pénitentiaires dans lesquels ils interviennent.

2.3. Dispositif « Un chez-soi d'abord »

Le dispositif expérimental « Un chez-soi d'abord » vise à permettre à des personnes sans chez-soi présentant une ou des pathologies mentales sévères d'accéder à un logement, de s'y maintenir, de bénéficier d'un accompagnement médical et social adapté pour faciliter leur accès aux droits et à des soins efficaces.

Prévue pour trois ans, sous réserve des résultats d'une évaluation annuelle, l'expérimentation a débuté en 2011 sur trois sites (Lille, Marseille et Toulouse), chacun devant gérer une file active de 100 personnes.

Un quatrième site, celui de Paris, est créé cette année par arrêté du 2 mai 2012 portant agrément d'une expérimentation d'actions médico-sociales « Un chez-soi d'abord » en faveur de personnes en situation de précarité sur le site de Paris.

Enfin, les mesures nouvelles de cette année sont valorisées sur huit mois en 2012, soit à hauteur de 622 170 €, à raison de :

127 505 € à l'Établissement public de santé mentale (EPSM) Lille-Métropole ;

127 505 € à l'Association pour l'habitat alternatif social de Marseille ;

139 160 € au centre hospitalier Gérard-Marchant de Toulouse ;

228 000 € à l'Établissement public de santé Maison-Blanche pour le site de Paris.

2.4. Les lits halte soins santé

L'ensemble des lits halte soins santé sont financés en année pleine en 2012, quelle que soit leur année de création. Il n'y aura pas de création de nouveaux lits halte soins santé sur l'exercice, qui sera consacré à l'évaluation du plan de création 2006-2011 des 1 171 lits.

L'annexe V recense par région et structure le nombre de lits financés.

2.5. Les lits d'accueil médicalisé

Par arrêté du 20 mars 2009, une expérimentation est autorisée pour la mise en place temporaire de 45 lits sur trois sites visant à accueillir des personnes sans domicile atteintes de pathologies sombres et/ou de longue durée présentant de grandes difficultés à être prises en charge par des structures de droit commun. Cette expérimentation, qui est prorogée jusqu'au 31 décembre 2012 par arrêté du 19 mars 2012, concerne trois sites : le Samu social de Paris (24 lits), l'ABEJ de Lille (15 lits) et l'association Foyer Aubeois à Saint-Julien-les-Villas (6 lits).

À compter du 1^{er} janvier 2012, les lits expérimentaux sont financés en année pleine à hauteur de 187,33 €/lit/jour, répartis comme suit :

- Samu social de Paris : $24 \times 365 \times 187,33 = 1\,641\,011$ € ;
- ABEJ de Lille : $15 \times 365 \times 187,33 = 1\,025\,632$ € ;
- foyer Audois à Saint-Julien-les-Villas : $6 \times 365 \times 187,33 = 410\,253$ €.

Pour la ministre des affaires sociales et de la santé et par délégation :

La directrice générale de la cohésion sociale,
S. FOURCADE

Le directeur général de la santé,
J.-Y. GRALL

Pour le ministre de l'économie, des finances
et du commerce extérieur et par délégation :

Le directeur de la sécurité sociale,
T. FATOME

ANNEXE I

PREMIÈRES NOTIFICATIONS RÉGIONALES 2012

| Régions DOM | Socle actualisé | | | | | | | | | | Mesures nouvelles 2012 | | | | | | | | | | |
|----------------------|--|-------------------------------|--|---|-----------|------------------|--|---|--|--|---|----------------------|-----------|---------------------------|-------------------------------|--|--------------------------|---------|---------------------|---------------------------|---|
| | Enveloppe adossée et reconductible 01/01/2012 en € | Transferts au 01/01/2012 en € | Résultats additifs et ACT pour 2012 en € | Actualisation du socle 2011 (+/- 0,6%) en € | EAP ACT | EAP Addictologie | Socle 2012 pour structures addictives et ACT hors LAM en € | Enveloppe LHSS autorisée fin 2011et fin 2012 en € | Enveloppe LHSS autorisée fin 2011et fin 2012 sur 306 jours | Enveloppe LHSS reconductible fin 2011 et fin 2012 en € | Actualisation du socle 2011 (+/- 0,6%) en € | Socle 2012 pour LHSS | EAP LHSS | Socle 2012 pour LHSS en € | Socle 2012 pour LAM actualisé | Socle 2012 Un chez soi d'abord actualisé | Total existant 2012 en € | ACT | Un chez soi d'abord | CSAPA référents Plan PSMJ | Total 1 ^{er} es notifications 2012 |
| ALSACE | 9 471 260 | 9 471 260 | 56 628 | 56 628 | 45 924 | 228 953 | 1 451 970 | 62 424 | 0 | 1 514 394 | 9 086 | 1 523 480 | 12 036 | 1 535 516 | 11 338 481 | 0 | 11 338 481 | 0 | 7 972 | 0 | 11 346 453 |
| AUTERRE | 20 456 472 | 20 456 472 | 122 726 | 122 726 | 107 156 | 374 488 | 1 340 260 | 0 | 37 332 | 1 377 512 | 8 266 | 1 385 778 | 37 128 | 1 423 006 | 22 489 861 | 0 | 22 489 861 | 0 | 49 572 | 0 | 22 530 433 |
| AUTERRE | 5 852 032 | 5 852 032 | 35 112 | 35 112 | 38 270 | 175 794 | 632 810 | 0 | 0 | 632 810 | 3 797 | 636 607 | 0 | 636 607 | 6 737 916 | 0 | 6 737 916 | 0 | 90 221 | 0 | 6 837 137 |
| BRETAGNE | 11 258 626 | 11 258 626 | 67 392 | 67 392 | 45 604 | 225 832 | 453 600 | 0 | 111 966 | 565 566 | 5 674 | 569 892 | 111 384 | 710 946 | 8 766 376 | 0 | 8 766 376 | 0 | 25 563 | 0 | 8 814 950 |
| BRETAGNE | 10 713 624 | 10 713 624 | 62 384 | 62 384 | 107 156 | 327 376 | 453 600 | 405 756 | 0 | 849 364 | 5 674 | 855 038 | 133 036 | 1 085 344 | 12 852 044 | 0 | 12 852 044 | 0 | 28 721 | 0 | 12 880 765 |
| CHAMPAGNE-ARDENNE | 2 522 932 | 2 522 932 | 45 137 | 45 137 | 38 270 | 162 285 | 859 250 | 0 | 0 | 859 250 | 5 138 | 864 388 | 0 | 864 388 | 9 070 205 | 0 | 9 070 205 | 0 | 46 304 | 0 | 9 116 509 |
| CORSE | 2 376 411 | 2 376 411 | 14 238 | 14 238 | 38 270 | 51 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 462 041 | 0 | 2 462 041 | 0 | 3 188 | 0 | 2 465 229 |
| FRANCHE-COMTE | 9 463 853 | 9 463 853 | 53 323 | 53 323 | 38 270 | 164 887 | 463 860 | 0 | 74 664 | 538 524 | 3 352 | 562 006 | 74 286 | 636 292 | 8 446 041 | 0 | 8 446 041 | 0 | 87 667 | 0 | 8 533 708 |
| LE DE FRANCE | 95 749 357 | 95 749 357 | 592 466 | 592 466 | 221 966 | 866 669 | 14 333 550 | 0 | 0 | 14 333 550 | 80 001 | 14 413 551 | 0 | 14 413 551 | 1 641 011 | 0 | 1 641 011 | 0 | 228 000 | 0 | 1 869 011 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 21 535 339 | 21 535 339 | 128 212 | 128 212 | 99 502 | 202 395 | 1 303 050 | 498 392 | 0 | 1 801 442 | 10 615 | 1 812 057 | 96 288 | 1 908 345 | 23 879 963 | 0 | 23 879 963 | 0 | 44 790 | 0 | 23 924 753 |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON | 2 384 227 | 2 384 227 | 15 895 | 15 895 | 15 306 | 109 791 | 335 070 | 0 | 0 | 335 070 | 2 010 | 337 080 | 0 | 337 080 | 3 052 912 | 0 | 3 052 912 | 0 | 41 601 | 0 | 3 094 513 |
| LORRAINE | 12 649 067 | 12 649 067 | 75 864 | 75 864 | 99 502 | 108 543 | 1 079 670 | 187 272 | 0 | 1 266 942 | 7 602 | 1 274 544 | 36 108 | 1 310 652 | 14 243 638 | 0 | 14 243 638 | 0 | 48 572 | 0 | 14 292 210 |
| LORRAINE | 15 626 075 | 15 626 075 | 100 956 | 100 956 | 45 924 | 145 045 | 1 178 000 | 156 060 | 74 664 | 1 352 664 | 6 969 | 1 359 633 | 104 348 | 1 463 981 | 18 809 265 | 0 | 18 809 265 | 0 | 139 160 | 0 | 18 948 425 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 28 340 253 | 28 340 253 | 170 042 | 170 042 | 130 118 | 701 021 | 29 341 434 | 31 212 | 709 308 | 1 931 680 | 11 591 | 1 943 271 | 711 450 | 2 654 921 | 33 396 038 | 0 | 33 396 038 | 0 | 127 505 | 0 | 33 523 543 |
| NORD-PAS-DE-CALAIS | 4 473 392 | 4 473 392 | 26 040 | 26 040 | 38 270 | 41 041 | 4 579 543 | 83 636 | 0 | 4 663 179 | 5 253 | 4 668 432 | 16 054 | 4 684 486 | 5 478 316 | 0 | 5 478 316 | 0 | 60 014 | 0 | 5 538 330 |
| HAUTE-NORMANDIE | 11 232 431 | 11 232 431 | 67 392 | 67 392 | 38 270 | 271 573 | 11 609 669 | 124 848 | 0 | 12 734 517 | 7 306 | 12 741 823 | 48 144 | 12 790 647 | 17 002 605 | 0 | 17 002 605 | 0 | 44 790 | 0 | 17 047 395 |
| HAUTE-NORMANDIE | 15 206 672 | 15 206 672 | 91 622 | 91 622 | 99 502 | 62 802 | 12 181 064 | 670 140 | 0 | 12 851 204 | 4 021 | 12 855 225 | 0 | 12 855 225 | 9 089 157 | 0 | 9 089 157 | 0 | 27 177 | 0 | 12 882 402 |
| HAUTE-NORMANDIE | 8 092 807 | 8 092 807 | 48 857 | 48 857 | 30 616 | 280 470 | 632 910 | 0 | 0 | 632 910 | 3 797 | 636 707 | 0 | 636 707 | 4 792 260 | 0 | 4 792 260 | 0 | 63 996 | 0 | 4 856 256 |
| PACA | 36 348 437 | 36 348 437 | 218 091 | 218 091 | 160 734 | 299 820 | 3 027 082 | 280 908 | 242 658 | 4 469 946 | 14 902 | 4 484 848 | 26 484 | 4 511 332 | 31 411 367 | 0 | 31 411 367 | 0 | 54 354 | 0 | 31 465 721 |
| PACA | 28 312 959 | 28 312 959 | 169 876 | 169 876 | 122 464 | 222 295 | 2 196 570 | 249 696 | 37 332 | 2 436 598 | 14 902 | 2 451 500 | 65 272 | 2 516 772 | 3 809 258 | 0 | 3 809 258 | 0 | 10 871 | 0 | 3 920 129 |
| GUIANNE | 3 514 125 | 3 514 125 | 21 085 | 21 085 | 45 774 | 28 647 | 3 606 631 | 297 840 | 0 | 3 904 471 | 1 767 | 3 906 238 | 111 384 | 3 997 622 | 4 677 777 | 0 | 4 677 777 | 0 | 5 435 | 0 | 4 683 212 |
| GUIANNE | 4 273 208 | 4 273 208 | 25 639 | 25 639 | 45 774 | 109 104 | 4 453 725 | 0 | 111 966 | 4 565 691 | 672 | 4 566 363 | 0 | 4 566 363 | 7 300 333 | 0 | 7 300 333 | 0 | 122 797 | 0 | 7 423 130 |
| GUIANNE | 6 701 670 | 6 701 670 | 40 210 | 40 210 | 45 774 | 287 959 | 4 075 613 | 223 380 | 0 | 4 300 000 | 1 340 | 4 301 340 | 224 720 | 4 526 060 | 5 558 046 | 0 | 5 558 046 | 0 | 5 435 | 0 | 5 563 481 |
| REUNION | 4 283 261 | 4 283 261 | 25 620 | 25 620 | 45 774 | 119 479 | 312 120 | 373 320 | 373 320 | 686 440 | 4 113 | 690 553 | 431 460 | 1 121 013 | 1 227 977 | 0 | 1 227 977 | 0 | 622 170 | 0 | 1 849 147 |
| TOTAL | 396 959 033 | 396 959 033 | 2 376 576 | 2 376 576 | 1 821 052 | 8 875 000 | 409 188 673 | 36 597 090 | 2 653 020 | 411 727 708 | 247 038 | 411 974 744 | 2 423 622 | 438 843 366 | 3 076 886 | 1 106 800 | 454 196 536 | 820 527 | 1 020 000 | 0 | 456 658 233 |

ANNEXE II

BILAN ACT AU TITRE DE 2011

ARS :

Nom et coordonnées de la personne à contacter :

| | Département et lieu d'implantation | Nom du promoteur | Nombre total de places installées fin 2011 | Nombre de places autorisées au titre des mesures nouvelles 2011 (circulaire n° DGCS/5C/DSS/DGSI/2011/144 du 28/4/2011)- <i>Préciser la date de l'arrêté d'autorisation</i> <i>Préciser s'il s'agit de places flechées</i> <i>« sortants de prison »</i> | Date de publication de l'appel à projet et d'autorisation le cas échéant | Date d'installation (ou date prévue d'installation) | Enveloppe totale assurance maladie 2011 | Dont crédits alloués en 2011 au titre des mesures nouvelles 2011 (circulaire du 28/4/11) | Total des places installées au 01.06.2012 | Observations |
|------------------------------------|------------------------------------|------------------|--|--|--|---|---|--|---|--------------|
| ACT existants en 2011 ¹ | | | | | | | | | | |
| Nouvelles structures ACT créées | | | | | | | | | | |
| TOTAL | | | | | | | | | | |

A retourner par mail avant le 15 juillet 2012 à Katell DANIAULT : katell.daniault@sante.gouv.fr, 01.40.56.74.24

¹ Indiquer toutes les structures ACT existantes, y compris les ACT qui n'ont pas fait l'objet d'extension au titre de 2011.

ANNEXE III

PRISE EN CHARGE DES JOUEURS EXCESSIFS OU PATHOLOGIQUES

À retourner par mail avant le 22 juin 2012, au bureau MC2 (dgs-mc2@sante.gouv.fr).

| Région | N° Dep | Département | Nom du CSAPA | Nombre de professionnels exerçant en 2012 et ayant bénéficié d'une formation spécifique sur la prise en charge des addictions aux jeux | Nombre de patients reçus en 2011 dans le CSAPA | Nombre de patients pour lesquelles le jeu (d'argent, de hasard, en "dur", en ligne, cyberdépendance....) a donné lieu à une prise en charge en 2011 | Commentaire |
|--------|--------|-------------|--------------|--|--|---|-------------|
| | | | | | | | |

ANNEXE IV

MESURES NOUVELLES 2012 CSAPA RÉFÉRENTS – PLAN PSMJ

| REGION | MN 2012 Dotations en € | Complément au titre de 2011 Dotations en € | Total MN 2012 |
|----------------------------|---------------------------|--|------------------|
| Alsace | 0 | 7 972 | 7 972 |
| Aquitaine | 38 413 | 11 159 | 49 572 |
| Auvergne | 96 033 | 3 188 | 99 221 |
| Bourgogne | 19 207 | 6 377 | 25 583 |
| Bretagne | 19 207 | 9 565 | 28 771 |
| Centre | 0 | 14 347 | 14 347 |
| Champagne-Ardenne | 38 413 | 7 971 | 46 384 |
| Corse | 0 | 3 188 | 3 188 |
| Franche-Comte | 96 033 | 1 594 | 97 627 |
| Ile-de-France | 0 | 23 912 | 23 912 |
| Languedoc-Roussillon | 38 413 | 6 377 | 44 790 |
| Limousin | 38 413 | 3 188 | 41 601 |
| Lorraine | 38 413 | 11 159 | 49 572 |
| Midi-Pyrenees | 96 033 | 6 377 | 102 410 |
| Nord-Pas-de-Calais | 0 | 15 941 | 15 941 |
| Basse-Normandie | 76 826 | 3 188 | 80 014 |
| Haute-Normandie | 0 | 6 377 | 6 377 |
| Pays de la Loire | 38 413 | 6 377 | 44 790 |
| Picardie | 19 207 | 7 971 | 27 177 |
| Poitou-Charentes | 57 620 | 6 377 | 63 996 |
| Provence-Alpes-Cote d'Azur | 38 413 | 15 941 | 54 354 |
| Rhone-Alpes | 38 413 | 15 941 | 54 354 |
| Guadeloupe | 0 | 10 871 | 10 871 |
| Martinique | 0 | 5 435 | 5 435 |
| Guyane | 0 | 5 435 | 5 435 |
| Reunion | 0 | 16 306 | 16 306 |
| TOTAL | | | 1 020 000 |

Complément au titre de 2011 1 594,13 €

1/2 ETP travailleur social chargé 19 206,53 €

LHSS créés de 2006 à 2010

| Région | LHSS 2010 Financement 2011 : 102 €/lit/jour sur 365 jours | | | LHSS 2009 Financement 2011 : 102 €/lit/jour sur 365 jours | | | LHSS 2008 Financement 2011 : 102 €/lit/jour sur 365 jours | | | LHSS 2007 Financement 2011 : 102 €/lit/jour sur 365 jours | | | LHSS 2006 Financement 2011 : 102 €/lit/jour sur 365 jours | | | Nombre total de lits // | Total // en euros |
|-----------|---|--|-------------------|---|---|-------------------|---|---|-------------------|---|--|-------------------|---|---|-------------------|-------------------------------|-------------------------|
| | Nombre de lits autorisés | Répartition département ale | Montant alloué | Nombre de lits autorisés | Répartition département ale | Montant alloué | Nombre de lits autorisés | Répartition département ale | Montant alloué | Nombre de lits autorisés | Répartition département ale | Montant alloué | Nombre de lits autorisés | Répartition département ale | Montant alloué | | |
| Alsace | 0 | / | 0 | 20 | 20 dans le Haut Rhin pour l'association ALLEOS à Illzach | 744 600 | 11 | 11 dans le Haut Rhin pour l'association L'Échelle à Colmar | 409 530 | 8 | 8 dans le Bas Rhin pour la Fondation V incement de Paul à Strasbourg | 297 840 | 0 | / | 0 | 39 | 1 451 970 |
| | 7 | 5 en Dordogne pour l'Association de Soutien de la Dordogne à Périgueux 2 dans les Landes pour l'association LISA à Saint Pierre du Mont | 186 150 | 6 | 1 en Lot et Garonne pour l'association de Sauvegarde et de promotion de la personne à Agen 5 en Pyénées Atlantiques pour l'association OGFA à Pau | 37 230 | 5 | 5 en Pyénées Atlantiques pour l'association OGFA à Pau | 186 150 | 14 | 14 en Gironde pour le CCAS de Bordeaux | 521 220 | 4 | 4 en Lot et Garonne pour l'association de Sauvegarde et promotion de la personne à Agen | 148 920 | 36 | 1 340 280 |
| Aquitaine | | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------|---|--|---------|---------|---|---|---------|---|----|---------|---|----|---------|--|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---|---|----|---------|-----------|
| Centre | 0 | / | 0 | 0 | / | 0 | 223 380 | 6 dans le Loiret pour l'association ADAGES | 6 | 148 920 | 4 dans le Cher pour l'association Saint François à Bourges 10 dans l'Indre et Loire pour l'association Entr'aide Ouvrière à Tours 8 dans le Loiret pour l'association ADAGES – IMANIS | 22 | 111 690 | 3 dans l'Indre pour l'association Solidarité Accueil à Chateauroux | 3 | 0 | 0 | 148 920 | 148 920 | 111 690 | 372 300 | 3 | 0 | 0 | 31 | 1 154 130 |
| Champagne-Ardenne | 8 | 4 dans la Marne pour l'association Jamais Seul à Reims 4 dans la Marne pour le CCAS de Chalons en Champagne | 148 920 | 148 920 | 0 | 0 | 148 920 | 6 dans l'Aube pour l'Association Foyer Aube à Saint Julien les Villas 6 dans la Marne pour l'association Jamais Seul à Reims | 12 | 148 920 | 3 dans l'Aube pour l'association La Porte Ouverte à Troyes | 3 | 0 | / | 0 | 148 920 | 223 380 | 223 380 | 223 380 | 111 690 | 297 840 | 0 | 0 | 23 | 856 290 | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|-------------------------|---|---|---|----|---|--------|----|---|---|---|---|---|---|---|---|----|-----------|
| Languedoc Roussillon | 0 | / | 0 | 22 | 15 dans le Gard pour l'association La Clède à Ales 4 dans les Pyrénées Orientales pour l'association Catalane d'actions et de liaison à Perpignan 3 dans les Pyrénées Orientales pour l'association Saint Joseph à Banyuls sur mer | 558450 | 13 | 13 dans l'Hérault pour l'association ADAGE à Montpellier | 0 | / | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 35 | 1 303 050 |
| Limousin | 0 | / | 0 | 0 | 9 en Haute Vienne pour l'association La Réinsertion sociale du Limousin à Limoge | 0 | 9 | 483 990 | 0 | / | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 9 | 335 070 |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--------------------------|---|--|------------------------|---|--|----|--|-----------------------------------|---|--|---------|----|---|---------|----|-----------|
| Nord Pas de Calais | 0 | / | 0 | 0 | 0 | 19 | 3 dans le Nord pour l'association Fare à Lille 6 dans le Nord pour l'association Martine Bernard à Lille 4 dans le Nord pour l'armée du Salut à Lille 6 dans le Nord pour l'AFR à Roubaix | 111 690 223 380 | 3 | 3 dans le Nord pour l'association Fare à Lille | 111 690 | 10 | 10 dans le Nord pour l'association L'ABEU à Lille | 372 300 | 32 | 1 191 360 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Basse Normandie | 6 | 3 dans l'Orne pour l'association Aurore à l'Aigle 3 dans la Manche pour l'association Louise Michel à Cherbourg | 111 690 T = 223 380 | 4 | 4 dans le Calvados pour l'association Revivre à Caen | 11 | 5 dans le Calvados pour l'association Revivre à Caen 6 dans l'Orne pour l'association ARSA | 189 150 223 380 T = 409 530 | 0 | / | 0 | 0 | / | 0 | 21 | 761 830 |
| | | | | | | | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|----|--|---------|---|---|---------|----|---|---------|---|---|---------|---|---|---------|----|---------|--|
| Haute Normandie | 2 | 2 en Seine Maritime pour l'association Solidarité à Elbeuf | 74 460 | 4 | 4 en Seine Maritime pour la Fondation Armée du Salut au Havre | 148 920 | 10 | 6 dans l'Eure pour l'association l'abri à Evreux 4 en Seine Maritime pour les Œuvres hospitalières de Nuit à Rouen | 223 380 | 2 | 2 en Seine Maritime pour les Œuvres hospitalières de Nuit à Rouen | 74 460 | 4 | 4 en Seine Maritime pour les Œuvres hospitalières de Nuit à Rouen | 148 920 | 22 | 819 060 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Pays de Loire | 5 | 5 dans la Sarthe pour l'association OASIS au Mans | 186 150 | 0 | / | 0 | 14 | 8 en Loire Atlantique pour l'association Saint Benoit Labré 6 dans la Sarthe pour l'association OASIS au Mans | 298 840 | 7 | 7 en Loire Atlantique pour l'association Saint Benoit Labré | 260 610 | 0 | / | 0 | 26 | 967 980 | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Picardie | 18 | 18 dans l'Oise pour l'association SATO à Compiègne | 670 140 | 0 | / | 0 | 0 | / | 0 | 0 | / | 0 | 0 | / | 0 | 18 | 670 140 | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | |
|------------------------|---|--|--------|---|--------|----|--|-------------|----|---|-----------|---|---|---|----|-----------|
| Rhône Alpes | 5 | 2 dans la Drôme pour l'association l'Étape-Diaconat protestant à Valence 3 en Isère pour le CCAS de Grenoble | 74 460 | 2 dans la Drôme pour l'association l'Étape-Diaconat protestant à Valence 3 en Isère pour l'association Accueil de nuit à Vienne | 74 460 | 14 | 5 dans la Loire pour l'association Œuvre Philanthropique d'hospitalité et d'asile de nuit à Saint Etienne 6 en Savoie pour l'association la SASSON à Chambéry 3 en Haute Savoie pour l'association ALPI à Annecy | 186 150 | 35 | 30 dans le Rhône pour les association Hestia et Orsac à Villeurbane et 5 en Isère pour l'association l'Étape à Eschrolles | 1 116 900 | 0 | / | 0 | 59 | 2 196 570 |
| | | | | | | | | 223 380 | | | 186 150 | | | | | |
| | | | | | | | | 111 690 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | T = 521 220 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 111 690 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | T = 186 150 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | 111 690 | | | | | | | | |
| | | | | | | | | T = 186 150 | | | | | | | | |

ANNEXE V

LHSS en 2012

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|-----------|--|---|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Alsace | 10 | Bas Rhin pour la Fondation Vincent de Paul à Strasbourg | 374 516 | 41 | 1 535 516 |
| | 20 | Haut Rhin : association ALEOS à Illzach | 749 032 | | |
| | 11 | Haut Rhin : association Echelle à Colmar | 411 968 | | |
| Aquitaine | 5 | Dordogne pour l'association de soutien de la Dordogne à Périgueux | 187 238 | 38 | 1 423 006 |
| | 2 | Landes pour l'association LISA à Saint Pierre du Mont | 74 895 | | |
| | 5 | Lot et Garonne pour l'association de sauvegarde et de promotion de la personne à Agen | 187 238 | | |
| | 5 | Pyrénées Atlantique pour l'association ATHERBEA à Bayonne | 187 238 | | |
| | 7 | Pyrénées Atlantique pour l'association OGFA à Pau | 262 133 | | |
| | 14 | Gironde pour le CCAS de Bordeaux | 524 264 | | |
| | 9 | Haute Loire pour l'association Le tremplin au Puy en Velay | 337 080 | | |
| Auvergne | 8 | Allier pour l'association ALIE à Vichy | 299 627 | 17 | 636 707 |
| | 4 | Côte d'Or pour l'association Le Renouveau à Dijon | 149 673 | | |
| Bourgogne | 5 | Côte d'Or pour la Société dijonnaise de l'assistance par le travail à Dijon | 187 091 | 19 | 710 946 |
| | 10 | Saône et Loire pour l'association Le Pont 0 Macon et au Creusot | 374 182 | | |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|--------------------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Bretagne | 3 | Cotes d'Armor pour l'association Noz Deiz à Dinan | 112 277 | | |
| | 6 | Cotes d'Armor pour l'association maison de l'Argoat à Guingamp | 224 554 | | |
| | 12 | Finistère pour l'AFTAM à Brest | 449 108 | 29 | 1 085 344 |
| | 2 | Finistère pour le CCAS de Qimper | 74 851 | | |
| | 4 | Ile et Vilaine pour l'association AIS 35 à Rennes | 149 703 | | |
| | 2 | Ile et Vilaine pour l'association Malouine d'insertion et de développement social à Saint Malo | 74 851 | | |
| Centre | 3 | Indre pour l'association SolidaritébAccueil à Chateauroux | 112 314 | | |
| | 3 | Loir et Cher pour l'association d'accueil et de soutien et de lutte contre les détrences à Blois | 112 314 | | |
| | 4 | Cher pour l'association Saint François à Bourges | 149 752 | 36 | 1 347 765 |
| | 10 | Indre et Loire pour l'association Entraide ouvrière à Tours | 374 379 | | |
| | 16 | Loiret pour l'association IMMANIS à montargis | 599 006 | | |
| | 10 | Marne pour l'association Jamais seul à Reims | 374 534 | | |
| Champagne-Ardenne | 4 | Marne pour le CCAS de chalons en Champagne | 149 814 | | |
| | 3 | Aube pour l'association La Porte ouverte à Troyes | 112 360 | 23 | 861 428 |
| | 6 | Aube pour l'association Foyer Auboisi à Saint Julien les Villas | 224 720 | | |
| | 9 | Doubs pour le CCAS de Besançon | 336 844 | | |
| Franche Comté | 4 | Doubs pour le CCAS de Montbéliard | 149 709 | 17 | 636 262 |
| | 4 | Doubs pour l'association ADDSEA à Pontarlier | 149 709 | | |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|----------------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Ile de France | 170 | Paris pour le Samusocial de Paris | 6 367 074 | | |
| | 40 | Paris pour l'association SOS habitat et soins | 1 498 135 | | |
| | 20 | Val de Marne pour la Croix Rouge française à Limeil-Brevannes | 749 067 | | |
| | 50 | Haut de Seine pour le CASH de Nanterre | 1 872 669 | | |
| | 40 | Seine Saint Denis pour l'association habitat et soins à Saint Denis | 1 498 135 | 385 | 14 419 551 |
| | 40 | Seine Saint Denis pour l'association Aurore à Gagny | 1 498 135 | | |
| | 25 | Seine et Marne pour l'association La rose des vents à Roissy en Brie | 936 334 | | |
| | 8 | Hérault pour l'association biterroise d'entraide et de solidarité à Béziers | 299 536 | | |
| | 8 | Hérault pour l'association solidarité urgence à Sète | 299 536 | | |
| Languedoc Roussillon | 13 | Hérault pour l'association ADAGE à Montpellier | 486 747 | | |
| | 15 | Gard pour l'association La Clède à Ales | 561 631 | 51 | 1 909 545 |
| | 4 | Pyrénées Orientales pour l'association catalane d'action et de liaison à Perpignan | 149 768 | | |
| Limousin | 3 | Pyrénées Orientales pour l'association Saint Joseph à Banyuls sur mer | 112 326 | | |
| | 9 | Haute Vienne pour l'association La réinsertion sociale du limousin à Limoges | 337 080 | 9 | 337 080 |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|---------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Lorraine | 6 | Moselle pour l'association Horizon à Betting | 224 683 | 35 | 1 310 652 |
| | 4 | Moselle pour l'association d'information et d'entraide mosellane à Metz | 149 789 | | |
| | 5 | Moselle pour l'association Le Relais à Metz | 187 236 | | |
| | 20 | Meurthe et Moselle pour l'association accueil et réinsertion sociale à Nancy | 748 944 | | |
| | 2 | Aveyron pour le CCAS de Rodez à Rodez | 74 870 | | |
| Midi Pyrénées | 4 | Aveyron pour l'association le Trait d'union à Millau | 149 740 | 34 | 1 272 789 |
| | 14 | Haute Garonne pour le centre hospitalier de Toulouse | 524 089 | | |
| | 4 | Ariège pour l'association Hérisson Bellor | 149 740 | | |
| | 4 | Lot pour le CEIS à Cajarc | 149 740 | | |
| | 1 | Tarn pour l'association Le Relais à Montans | 37 435 | | |
| | 5 | Tarn et Garonne pour l'ASPP La Sauvegarde à Montauban | 187 175 | | |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|-----------------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Nord Pas de Calais | 5 | Nord pour l'armée du Salut à Lille | 186 967 | 71 | 2 654 921 |
| | 6 | Nord pour l'association FARE à Lille | 224 359 | | |
| | 10 | Nord pour l'association ABEJ à Lille | 373 932 | | |
| | 6 | Nord pour l'association Martine Bernard à Lille | 224 359 | | |
| | 6 | Nord pour l'AFR à Roubaix | 224 359 | | |
| | 12 | Nord pour l'association Accueil et Promotion Sambre à Leval | 448 719 | | |
| | 5 | Nord pour l'association VISA à Dunkerque | 186 967 | | |
| | 5 | Nord pour l'association d'actions éducatives et sociales à Dunkerque | 186 967 | | |
| | 8 | Pas de Calais pour l'association habitat et insertion à Béthune | 299 146 | | |
| | 8 | Pas de Calais pour l'association le Toit à Calais | 299 146 | | |
| Basse Normandie | 3 | La Manche pour l'association Le Cap à Cherbourg- Octeville | 112 347 | 24 | 898 773 |
| | 3 | La Manche pour l'association Louise Michel à Cherbourg | 112 347 | | |
| | 3 | L'Orne pour l'association Aurore à l'Aigle | 112 347 | | |
| | 6 | L'Orne pour l'association ARSA à Alençon | 224 692 | | |
| | 9 | Calvados pour l'association Revivre à Caen | 337 040 | | |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|-----------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| Haute Normandie | 4 | Seine Maritime pour l'association de l'œuvre normande des mères à Dieppe | 149 791 | | |
| | 2 | Seine Maritime pour l'association Solidarité à Elbeuf | 74 896 | | |
| | 4 | Seine Maritime pour la fondation armée du Salut au Havre | 149 791 | 26 | 973 643 |
| | 10 | Seine Maritime pour Les œuvres hospitalières de nuit à Rouen | 374 478 | | |
| | 6 | Eure pour l'association l'ABRI à Evreux | 224 687 | | |
| Pays de Loire | 8 | Vendée pour l'association Passerelles à La Roche sur Yon | 299 559 | | |
| | 11 | Sarthe pour l'association OASIS au Mans | 411 894 | 34 | 1 273 126 |
| | 15 | Loire Atlantique pour l'association Saint Benoit Labre | 561 673 | | |
| Picardie | 18 | Oise pour l'association SATO à Compiègne | 674 161 | 18 | 674 161 |
| | 5 | Deux Sèvres pour l'association La Colline à Niort | 187 267 | | |
| Poitou Charente | 2 | Vienne pour l'association ADIFAS poitou à Poitiers | 74 907 | | |
| | 10 | Charente Maritime pour l'association Archipel santé à La Rochelle | 374 533 | 17 | 636 707 |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|--------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| PACA | 40 | Alpes Maritimes pour l'association SOS habitat et soins à Nice | 1 497 581 | | |
| | 5 | Var pour l'association ADSEAV à Draguignan | 187 198 | | |
| | 6 | Var pour l'association Promo-soins à Toulon | 224 637 | | |
| | 4 | Alpes de Haute Provence pour l'association Porte Accueil à Sainte Tulle | 149 758 | | |
| | 40 | Bouche du Rhône pour l'association SOS habitat et soins à Marseille | 1 497 581 | | |
| | 5 | Bouche du Rhône pour l'association Espace vie hilda Soler à Vernègues | 187 198 | | |
| | 3 | Bouche du Rhône pour l'association Croix rouge française à Aix en Provence | 112 318 | 128 | 4 792 260 |
| | 6 | Bouche du Rhône pour l'association l'Etape à Rognes | 224 637 | | |
| | 2 | Bouche du Rhône pour l'association Station Lumière à La Clotat | 74 879 | | |
| | 5 | Bouche du Rhône pour l'association Jane Pannier à Marseille | 187 198 | | |
| | 5 | Vaucluse pour l'association RHESO à Carpentras | 187 198 | | |
| 7 | Vaucluse pour le Centre hospitalier de Montfavet | 262 077 | | | |

| Région | Financement sur 365 jours | | | Nombre total de lits pour la région | total en € pour la région |
|-------------------|--|--|---|-------------------------------------|---------------------------|
| | Nombre de lits autorisés par structure | Structure porteuse | Montant alloué par structure pour l'année | | |
| | 2 | Drome pour l'association Entraide protestante à Montélimar | 74 892 | | |
| | 4 | Drome pour l'association l'Etape Diaconat protestant à Valence | 149 784 | | |
| | 9 | Isère pour le CCAS de Grenoble | 337 014 | | |
| | 3 | Isère pour l'association Accueil de nuit à Vienne | 112 338 | | |
| | 5 | Isère pour l'association l'Etape à Eschirolles | 187 230 | | |
| | 6 | Loire pour l'association Oeuvre philanthropique d'hospitalité et d'asile de nuit à Saint Etienne | 224 676 | 69 | 2 583 772 |
| | 6 | Savoie pour l'association La Sasson à Chambéry | 224 676 | | |
| | 4 | Haute Savoie pour l'association GAIA à Annecy | 149 784 | | |
| | 30 | Rhône pour les associations Hestia-ORSAC à Villeurbanne | 1 123 378 | | |
| | 10 | Ille de La Réunion pour le CIAS de Saint Pierre | 373 671 | | |
| | 20 | Ille de La Réunion pour l'association halte Père Etienne Grienenberger à saint Pierre | 747 342 | 30 | 1 121 013 |
| Martinique | 6 | Martinique pour l'association "ACISE" à Fort de France | 224 052 | 6 | 224 052 |
| Guadeloupe | 8 | Guadeloupe pour l'association Saint Vincent de Paul aux Abymes | 299 627 | 8 | 299 627 |
| Guyane | 6 | Guyane pour le Samusocial de Cayenne | 224 720 | 6 | 224 720 |
| TOTAL | 1 171 | | 43 843 366 | 1 171 | 43 843 366 |

| Nombre de LHSS créés de 2006 à 2011 et financements 2011 | | | | | | |
|--|-------------------------|--------------------------|---------------------------------|-------------------|--------------------|------------------------|
| Région | Nombre total de lits I/ | Nombre total de lits II/ | Nombre total de lits : I/ + II/ | Total I/ en euros | Total II/ en euros | Total I/ + II en euros |
| Alsace | 39 | 2 | 41 | 1 451 970 | 62 424 | 1 514 394 |
| Aquitaine | 36 | 2 | 38 | 1 340 280 | 37 332 | 1 377 612 |
| Auvergne | 17 | 0 | 17 | 632 910 | 0 | 632 910 |
| Bourgogne | 13 | 6 | 19 | 483 990 | 111 996 | 595 986 |
| Bretagne | 13 | 16 | 29 | 483 990 | 461 754 | 945 744 |
| Centre | 31 | 5 | 36 | 1 154 130 | 93 330 | 1 247 460 |
| Champagne-Ardennes | 23 | 0 | 23 | 856 290 | 0 | 856 290 |
| Franche Comté | 13 | 4 | 17 | 483 990 | 74 664 | 558 654 |
| Ile de France | 385 | 0 | 385 | 14 333 550 | 0 | 14 333 550 |
| Languedoc Roussillon | 35 | 16 | 51 | 1 303 050 | 499 392 | 1 802 442 |
| Limousin | 9 | 0 | 9 | 335 070 | 0 | 335 070 |
| Lorraine | 29 | 6 | 35 | 1 079 670 | 187 272 | 1 266 942 |
| Midi Pyrénées | 25 | 9 | 34 | 930 750 | 230 724 | 1 161 474 |
| Nord Pas de Calais | 32 | 39 | 71 | 1 191 360 | 740 520 | 1 931 880 |
| Basse Normandie | 21 | 3 | 24 | 781 830 | 93 636 | 875 466 |
| Haute Normandie | 22 | 4 | 26 | 819 060 | 124 848 | 943 908 |
| Pays de Loire | 26 | 8 | 34 | 967 980 | 249 696 | 1 217 676 |
| Picardie | 18 | 0 | 18 | 670 140 | 0 | 670 140 |
| Poitou Charente | 17 | 0 | 17 | 632 910 | 0 | 632 910 |
| PACA | 106 | 22 | 128 | 3 946 380 | 523 566 | 4 469 946 |
| Rhone Alpes | 59 | 10 | 69 | 2 196 570 | 287 028 | 2 483 598 |
| DOM | 14 | 36 | 50 | 521 220 | 797 436 | 1 318 656 |
| Totaux | 963 | 188 | 1171 | 36 597 090 | 4 575 618 | 41 172 708 |